

Marc Aymes, Benjamin Gourisse, et Élise Massicard (dir.), *L'art de l'État en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours*, Paris, Karthala, 2014, 432 p.

Cilia Martin



Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/cdlm/8029>

ISSN: 1773-0201

Publisher

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Printed version

Date of publication: 1 June 2015

Number of pages: 303-308

ISBN: 978-2-914-561-64-8

ISSN: 0395-9317

Electronic reference

Cilia Martin, « Marc Aymes, Benjamin Gourisse, et Élise Massicard (dir.), *L'art de l'État en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours*, Paris, Karthala, 2014, 432 p. », *Cahiers de la Méditerranée* [Online], 90 | 2015, Online since 01 December 2015, connection on 08 September 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8029>

This text was automatically generated on 8 September 2020.

© Tous droits réservés

Marc Aymes, Benjamin Gourisse, et
Élise Massicard (dir.), *L'art de l'État
en Turquie. Arrangements de l'action
publique de la fin de l'Empire ottoman à
nos jours*, Paris, Karthala, 2014,
432 p.

Cilia Martin

- 1 Issu d'un programme de recherche collectif, ce livre rassemble de nombreux historiens, géographes, socio-politologues et anthropologues qui, d'Istanbul et de Paris, ont poursuivi l'objectif commun de repenser les modalités de gouvernement et d'administration de l'État en Turquie et dans l'Empire ottoman finissant. Contre une lecture monolithique selon laquelle l'État serait le seul acteur centralisant le pouvoir, imposant ses règles et dominant la société, les auteurs prennent le contre-pied et définissent les institutions comme des arènes de relations sociales et l'action publique comme le produit de ces relations. D'emblée annoncé par Benjamin Gourisse dans son introduction, le parti pris de cet ouvrage est donc de ne plus observer l'État par le haut mais de mettre en lumière les chevauchements au sein de l'appareil étatique ainsi qu'entre les officiels de l'État et les agents des secteurs sociaux. En ce sens, le titre de l'ouvrage l'« art de l'État » renverrait à un processus de « co-savoir-faire » par lequel l'action publique se compose et se recompose dans la porosité des frontières entre administrateurs et administrés.
- 2 À travers différents objets, les auteurs de ce livre montrent, ensemble et à leur manière, que cette imbrication est moins le fait d'une décomposition que d'une recomposition de l'État par une multiplication de ses relais dans la société et la capacité d'action transmise à ceux qui s'arrogent l'autorité de gouverner. Autrement définie par le terme de « décharge », cette dévolution du pouvoir, qui s'accompagne de l'idée de

rebut, n'a cependant rien d'un choc électrique mais se fait de manière diffuse jusqu'à descendre parfois au niveau le plus intime et personnel. Aussi, la personnification de l'État et sa mise en affect nous sont-elles données à voir notamment à travers l'exemple du lien passionnel entre l'armée et la société qu'évoque Sömbül Kaya ou celui des foyers accueillant les femmes victimes de violences qu'observe Berna Ekal. Institutions d'État, les foyers sont aussi décrits comme une famille de substitution en raison de la relation intime, voire étouffante, entre le personnel et les résidentes. Ce degré d'intimité renvoie à la question de la « quotidianisation » du pouvoir, lequel ne reste par nature ni acquis ni irréversible, par une diversification des sources de légitimation et des points d'insertion dans la vie quotidienne.

- 3 En montrant l'élargissement du champ d'action dans la sphère non officielle, ce livre vise aussi une redéfinition du couple privé/public. Emblème d'une « privatisation de l'État ou d'une étatisation du privé » selon Jean-François Pérouse, l'Administration du logement collectif (TOKI), créée en 1984 et étroitement liée au Premier ministre, bénéficie d'une légitimité publique tout en s'entourant de partenaires privés privilégiés. En cela, l'imbrication des sphères est souvent le reflet d'une circulation d'hommes, d'idées et d'intérêts partagés, tout du moins temporairement. Jouant sur plusieurs registres, TOKI n'est pas sans rappeler l'hybridation de la société savante en charge de penser et d'appliquer la réforme de la langue dans les années 1930 examinée par Emmanuel Szurek. Cette société savante illustre l'entreprise de contournement du dispositif institutionnel par le président de la République lui-même qui, suite aux échecs de la réforme de la langue par voie parlementaire, décide de créer une association privée. Cette dernière symbolise aussi, du fait de sa proximité avec le parti unique, l'implantation des partis politiques au cœur des institutions étatiques et quasi étatiques.
- 4 Ces pratiques de contournement, de recours au privé ou de quotidianisation mises en avant par les auteurs ne signifient pas un effacement des institutions publiques ou une dilution de l'autorité, mais correspondent plutôt à un redéploiement de celle-ci par un interventionnisme indirect, une intermédiation ou une procuration. Par une approche socio-historique, les auteurs nous donnent la preuve que ce redéploiement n'est pas spécifique au néo-libéralisme ou à la politique de l'AKP partisan du « moins d'État » mais révèle, aujourd'hui comme dans les années 1930, la trace d'une entreprise d'ingénierie sociale. Dans le but de renforcer les normes sociales et d'accomplir une mission modernisatrice et civilisatrice, celle-ci passe, entre autres, par la réforme de la langue ou la transformation urbaine. Pertinent, le parallèle entre la période du parti unique et l'aire AKP est établi, mais laisse de côté, si l'on écarte la contribution de Nicolas Camelio, un pan de l'histoire s'étalant des années 1940 aux années 1980, lequel renvoie à un manque historiographique général en Turquie.
- 5 En dehors de la qualité des démonstrations, l'intérêt de ce livre tient dans le fait que les auteurs ne s'arrêtent pas à l'analyse des formes d'intervention d'un État qui négocie et s'arrange pour mieux gouverner, ce qui reviendrait à rester dans une analyse de l'État *par le haut*, mais montrent que les arrangements sont à double sens : ils sont le fruit d'une coproduction pouvant non seulement profiter aux administrateurs mais aussi aux usagers. Bien que les frontières incertaines de nombreuses institutions étatiques favorisent l'arbitraire, elles donnent aussi aux individus un ressort et une marge de manœuvre pour déjouer les règles. C'est le cas de la famille de Sati dont Benoît Fliche nous raconte comment cette dernière, en se faisant passer pour sa sœur morte, a su se

créer une nouvelle existence administrative lui permettant de paraître plus âgée et par conséquent de se marier. Ces arrangements au profit des administrés présentent l'intérêt de dépasser la vision d'une société passive et irresponsable pour montrer la capacité de chacun de s'accommoder des règles et de les accommoder. Selon Élise Massicard, « les agents, mais aussi les usagers d'une institution disposent de marges de manœuvre ; ils y déploient des pratiques et en font des usages qui la transforment ». Ainsi, les usagers interviennent dans la définition de la fonction institutionnelle comme l'illustre la figure publique, mais aussi privée du quartier, en la personne du *muhtar*, défini comme le niveau le plus bas de l'administration. Fonctionnaire élu, mais non partisan, ce maire du quartier (*mahalle*) qui dispose généralement de peu de ressources joue un rôle d'interface qui ne se limite pas à État/société mais peut également s'actualiser entre différents segments de la société locale grâce à son ancrage et à sa connaissance du milieu local.

- 6 Par ailleurs, la porosité des frontières, au sein des différentes arènes sociales comme entre elles, entraîne aussi des concurrences et des tensions soulignées par l'ensemble des auteurs qui déclinent non seulement des types d'interactions mais aussi ses effets souhaités, non voulus ou non attendus. Anouck Gabriela Corte-Real Pinto nous rappelle que les opérations caritatives liées à la fête du sacrifice sont l'occasion d'observer les rapports de force, directs et indirects, entre le gouvernement civil musulman et le pouvoir militaire, tous deux désireux de s'approprier les ressources économique, politique et symbolique privées. À une autre époque, nous explique Nathalie Clayer, l'enseignement de l'islam dans la Turquie du parti unique fait également émerger une pluralité d'acteurs et de tensions notamment entre le *Diyanet*, le ministère du Culte, et celui de l'Instruction. Aussi, les interactions peuvent-elles parfois être à double tranchant et se retourner contre un des acteurs engagés. À la suite du coup d'État de 1960, des juristes, appelés pour l'écriture de la constitution, se voient à la fois récupérer un rôle dans le dispositif du pouvoir pour être ensuite victimes de purge par l'armée lorsque cette dernière décide de rappeler que l'université fait partie du monde régalien (Nicolas Camelio). D'autres tensions correspondent aussi à un problème d'articulation d'échelles entre des institutions étatiques au niveau national qui viennent court-circuiter des pratiques et systèmes locaux. Les actions patrimoniales dans le Sud-Est de la Turquie font apparaître, en ce sens, des conflits d'acteurs entre le GAP (projet de développement créé en 1980 et placé sous la houlette de l'État) et les associations visant à la promotion du patrimoine présentes antérieurement sur le terrain. Plus encore, Clémence Scalbert-Yücel et Muriel Girard soulignent que la société GAP, à l'origine de la construction d'un barrage dans la région, est à la fois engagée dans l'action patrimoniale et en même temps responsable de l'ennoiement de la ville d'Hasan Keyf. En dehors des phénomènes de concurrences et de tensions, ce sont donc aussi ce type de paradoxes et d'ambivalences qui sont pointées par les auteurs et que l'on retrouve encore dans les propos de Sümbül Kaya. Par le biais de la « formation d'amour à la Patrie » dispensée pendant le service militaire, cette auteure précise que l'armée tente d'améliorer son image dans le Sud-Est pendant qu'elle combat les guérilleros du PKK sur le même territoire. Résultat d'une multipositionnalité, ces ambivalences peuvent être lues comme des « télescopages de répertoires et d'imaginaires » quand l'armée, pourtant garante de la laïcité, récupère un répertoire religieux ou lorsqu'elle favorise, malgré elle, la montée en puissance d'un islam politique en réintroduisant, au début des années 1980, les cours de religion dans le système éducatif turc. Ces exemples apportent la preuve que l'action publique, comme l'action privée, est le produit d'une

rencontre entre des acteurs caractérisés par des intérêts divers, voire contradictoires, et ne contrôlant pas toujours la portée de leurs actes. Au-delà, cette rencontre est aussi le résultat d'une circulation qui sous-entend des mécanismes d'appropriations, lesquels servent parfois, comme dans le cas de l'action patrimoniale, à des constructions différentes et des fins propres. Cette circulation apparaît clairement dans la contribution de Claire Visier qui analyse les logiques de transferts entre l'Union européenne et la Turquie. Au cours de ces transferts, les acteurs, en l'occurrence les syndicats, se réapproprient avant tout les techniques de gouvernement, incorporées dans les instruments, au détriment de leur fonction première de militantisme. Par ailleurs, cette auteure revient sur l'utilisation du terme de « société civile » en expliquant qu'il s'agit d'une construction par le haut et façonnée sous influence européenne. Ailleurs, on peut se demander si l'utilisation de ce terme ne contribue pas à homogénéiser l'ensemble des administrés et à tomber dans une lecture binaire administrateurs/administrés, alors que l'ouvrage a le mérite de briser de nombreux binômes comme public/privé, centre/périphérie, traditionaliste/réformateur ou encore collaborateur/résistant. À cet égard, la prise en compte de contre-pouvoirs comme certaines confréries religieuses ou groupes d'opposition politique mais aussi d'individus et groupes marginalisés à l'instar des minorités, des réfugiés, des populations migrantes irrégulières ou de passage, pour lesquelles sont créées ou non de nouvelles catégories officielles, aurait peut-être renforcé la déconstruction du couple, bien installé, d'administrateur/administré. Aussi, en observant les phénomènes de souplesse et d'élasticité mais aussi les rigidités ou les incapacités, dans certains cas, à produire des arrangements, l'analyse de la puissance publique gagnerait-elle peut-être à être lue dans ses négociations avec la marge.

- 7 La qualité du livre tient enfin à la finesse de la démarche adoptée par les auteurs : prosopographique, relationnelle, multi-scalaire, et transinstitutionnelle. Cette dernière approche consiste à croiser deux champs historiographiques distincts afin de montrer ou de nuancer la fluidité des institutions. Retenons seulement trois croisements, celui de l'histoire de la justice et de l'histoire de la police (Noémi Lévy-Aksu), celui de l'histoire militaire et de l'histoire économique (Anouck Gabriela Corte-Real Pinto) ou encore celui de l'histoire juridique et de l'histoire militaire (Nicolas Camelio). Concernant la perspective multi-scalaire, au-delà des effets de la candidature turque à l'Union européenne présents dans cette contribution, l'ouvrage montre aussi le poids et l'articulation du local à l'international mais aussi du rural à l'urbain (Nathalie Clayer) dans la fabrication de normes et de savoir-faire concernant l'action publique. Au sujet de l'approche prosopographique, les auteurs soulignent de nombreuses continuités biographiques qui, du directeur de TOKI entre 2003 et 2010 devenu ministre de l'Environnement et de l'Urbanisme en 2011 ou de Reşit Galip à la fois ministre de l'Éducation nationale et partisan important du CFH, rappellent que ce sont les individus qui font le lien entre les différentes arènes et qui sont à l'origine de la différenciation entre les institutions étatiques et le parti politique majoritaire, voire unique. Non seulement les auteurs nous montrent que ce sont souvent les mêmes individus qui collaborent ou qui résistent, mais ils exposent aussi les raisons de leurs positions, à la fois ça et là. Dans sa « sociogenèse des agents de l'État », Olivier Bouquet, qui interroge la notion de modernisation comme seul cadre opératoire de la pensée du changement social dans l'Empire ottoman finissant, montre d'ailleurs la capacité des acteurs à se mouvoir dans des mondes différents et à jouer entre leurs attributions officielles et leurs prérogatives auto-attribuées.

- 8 La question des acteurs renvoie à celle de leur intentionnalité, ou plus exactement au déterminisme intentionnaliste, expliquant les faits des acteurs par leur(s) intention(s). Ici encore, un des nombreux apports de ce livre est de mettre en lumière les écarts et contradictions existant entre la définition officielle et l'application sur le terrain. Ces décalages entre la théorie et la pratique permettent de montrer que le *muhtar* est un rouage du détournement des règles officielles qu'il est censé appliquer ou que les policiers sont parmi les acteurs les plus à même de s'affranchir de la légalité sur laquelle ils sont censés veiller. Ils nous rappellent que les institutions ne sont pas le produit de convictions et d'intentions éclairées de quelques acteurs individuels mais le résultat d'une trajectoire historique et d'interactions entre une multiplicité d'acteurs dont les comportements sont souvent dictés par des schémas cognitifs, potentiellement changeants, ainsi que par des intérêts à la fois rationnels et irrationnels. Dans ce cadre, on ne peut pas toujours, d'après Nathalie Clayer, attribuer une rationalité aux actes considérés *a posteriori* comme des actes d'opposition et en faire des actes de résistance. Ce décalage avec lequel doit composer l'historien s'ajoute à celui qu'induit son propre regard inscrit dans une temporalité différente de celle des acteurs qu'il observe, autrement nommé « différentiel chronotopique ». Entre l'historique et le contemporain, les catégories et les singularités, il s'agit d'articuler « la donnée fondamentale de la réflexivité et les temporalités multiples qui entrent dans la construction de l'objet envisagé comme une production située dans le temps et l'espace ». Mais, qu'advient-il quand l'objet est faux ? C'est sur la « production du faux » et la duplicité du faussaire qui fait *avec l'État* (en le copiant) et *sans l'État* (en le remplaçant) que Marc Aymes attire notre attention en la reliant à la question de l'historicisation.
- 9 En dernier lieu, s'il est à poser une question aux auteurs, il faudrait peut-être leur demander si le prisme des nouveaux modèles de clientélisme que l'on observe, par exemple, dans les quartiers périphériques d'Istanbul depuis la fin des années 2000, fondés sur la création de dépendances, de profits, de cadres de représentations, croisés et non plus au simple profit des patrons, ne manque pas à l'analyse des modalités de l'action publique. Dans le même ordre d'idées, la notion de service (*hizmet*) nous semble une bonne clé de lecture des circulations croisées entre État et société dont les auteurs ne font que très rarement mention.
- 10 En conclusion, rappelons la richesse de cet ouvrage qui, malgré ses seize auteurs, tire sa force d'une cohérence dans le but poursuivi, celui de déconstruire des schémas d'analyse concernant l'État, et ce dans un pays où les modèles d'« État Fort » ou d'« État profond » sont encore très présents. Au-delà du cas turc, ces auteurs proposent une nouvelle lecture sur les « régimes de visibilité » du pouvoir en mettant en lumière les voies indirectes (contournement, détournement, falsification) et les manières douces (quotidianisation, personnalisation) de gouverner qui, si elles sont moins visibles, n'en sont pas moins parfois violentes. En observant les lieux, les moments, les formes et les acteurs de la dialectique socio-étatique, c'est toute une réflexion sur la manière de penser les politiques publiques dans laquelle les auteurs s'engagent et nous engagent avec succès.

AUTHOR

CILIA MARTIN

École des hautes études en sciences sociales (EHESS)

CETOBAC